

MAITRE D'OUVRAGE



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de
la protection judiciaire
de la jeunesse

**UEHDR - SINISTRE MUR MITOYEN
9 RUE DU PETIT MOUESSE
58000 NEVERS**

**DEMOLITION ET RECONSTRUCTION D'UN
MUR DE SOUTÈNEMENT**

C.C.T.P

**LOT N°01
DÉMOLITION GROS OEUVRE**

**Ministère de la justice
Direction de la protection de la jeunesse**
30 Boulevard Clémenceau
CS 27051
21070 DIJON Cedex
Tél : 03.45.21.86.79

E-mail : gilles.trahard@justice.fr

Indice 0
01/08/2025

BET GRIMOIN s.a.s

703 rue du Briou
Zac Du Détour du Pavé
18230 SAINT DOULCHARD
Tel 02.48.24.66.06
Fax 02.48.70.15.58
E-mail contact@bet-grimoin.fr



SOMMAIRE

01.1. GÉNÉRALITÉS	3
01.1.1. OBJET DU MEMOIRE.....	3
01.1.2. PRESENTATION DU SITE	3
01.1.3. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT	3
01.1.4. NORMES ET REGLEMENTS	3
01.1.5. BASE DE DONNEES ET DE CALCUL	4
01.1.6. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE	4
01.1.7. OBLIGATION DE L'ENTREPRISE	4
01.1.8. SPECIFICATION PARTICULIERES AUX TRAVAUX DANS L'EXISTANT	5
01.1.8.1. Reconnaissance des existants	5
01.1.9. PROTECTION DU MATERIEL	5
01.1.10. SUJETIONS EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS.....	8
01.1.11. LIMITES DE PRESTATIONS.....	8
01.1.12. TRAVAUX A EXECUTER.....	8
01.1.13. TRAVAUX NON PREVUS.....	8
01.1.14. INSTALLATION DE CHANTIER.....	8
01.1.15. PERCEMENTS ET REBOUCHAGE	9
01.1.16. ECHANTILLONNAGE	10
01.1.17. DEMARCHES, AUTORISATIONS, PLANS D'EXECUTIONS	10
01.1.18. ESSAIS - CONTROLES	10
01.1.19. RECEPTION DES TRAVAUX	10
01.1.20. GARANTIE.....	11
01.1.21. VISITE SUR PLACE	11
01.1.22. ORIGINE DES INSTALLATIONS	11
01.1.23. ALLOTISSEMENT	11
01.1.24. RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MCA	11
01.2. DESCRIPTION DES TRAVAUX A REALISER.....	13
01.2.1. CONSTAT D'HUISSIER.....	13
01.2.2. ETUDE BETON.....	13
01.2.3. PROTECTION ET SECURITE	13
01.2.4. DEMOLITION / TERRASSEMENT	14
01.2.4.1. DESSOUCHAGE, ABATTAGE, DÉ VÉGÉTALISATION	14
01.2.4.2. DÉPOSE DES COUVERTURES ONDULÉES EN SS4.....	14
01.2.4.3. DÉMOLITION DES ABRIS DE JARDINS	14
01.2.4.4. DÉMOLITION DU MUR	14
01.2.4.5. TERRASSEMENT.....	15
01.2.4.6. MACONNERIE – GROS OEUVRE.....	15
01.2.5. NETTOYAGE.....	16

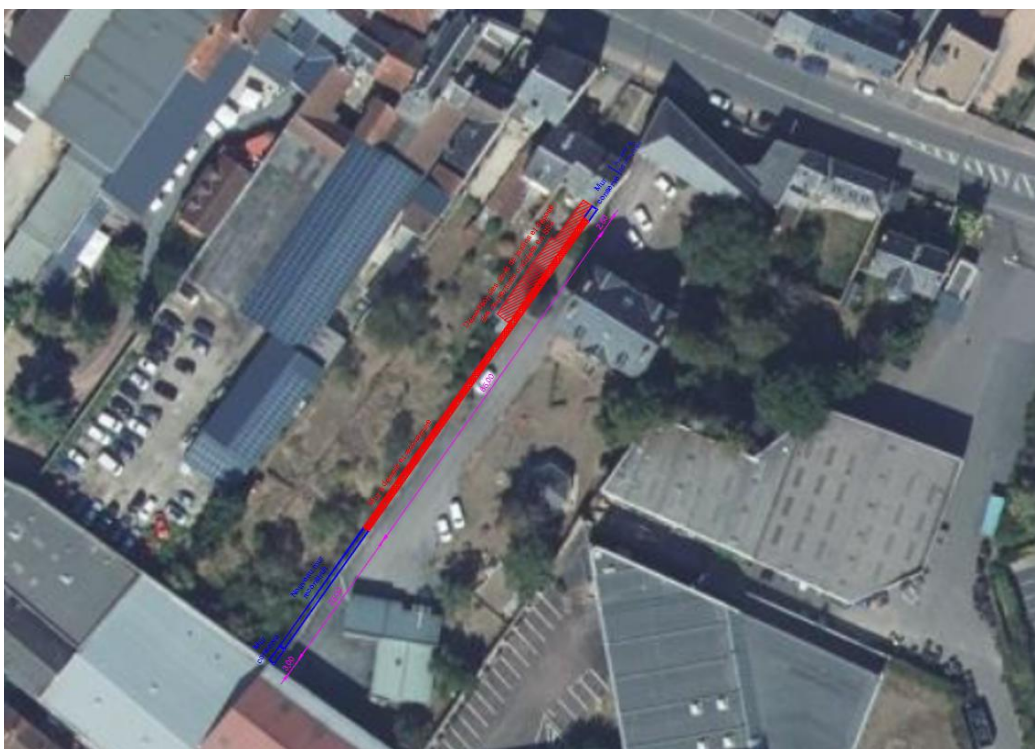
01.1.GÉNÉRALITÉS

01.1.1.OBJET DU MEMOIRE

Le présent mémoire a pour objet la description des travaux concernant la démolition et la reconstruction d'un mur de soutènement. Suite au précédent travaux de la démolition et reconstruction de la première partie du mur, le reste du mur est également sur le point de s'effondrer et doit être également reconstruit.

01.1.2.PRESENTATION DU SITE

Mur mitoyen ; 9 rue du petit Mouesse – 58 000 NEVERS



01.1.3.CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Type (activité principale et annexe) : R	Catégorie : 5 ^{ème}	Effectifs (public/personnel) : 19 personnes.
--	------------------------------	--

01.1.4.NORMES ET REGLEMENTS

Le titulaire du présent lot doit la réalisation de ses travaux suivant les normes en vigueur pour chaque corps d'état composant ce lot au jour de la signature du bon de commande :

- les normes DTU.
- les Eurocodes.
- les normes des matériaux.
- les règles professionnelles.

- les avis technique des matériaux et matériels.
- les recommandations des fabricants.
- **DTU 20.1 (P10-202) : Ouvrages en maçonnerie de petits éléments - Parois et murs.**
- **DTU 21 (NF P18-201) (mars 2004) : Travaux de bâtiment - Exécution des ouvrages en béton.**

Le titulaire est censé connaître également les réglementations de tous les travaux connexes qui s'y rattachent, soit en tant que support (exemple : sols et murs pour revêtements de sols ou peinture etc.) soit en tant que supporté (exemple : gros œuvre pour charpente ou revêtements etc.).

Sont connus également du titulaire tous les essais et autocontrôles qui lui incombent, ainsi que la réception des supports pour ses ouvrages avant son intervention (exemple : chape pour les sols collés etc.).

La mise en œuvre de matériaux et matériel ne pourra se faire qu'aux regards de ces règles de construction, et chaque produit sera homologué soit par un label, un avis technique, etc...

NOTA: Cette liste n'est pas exhaustive.

01.1.5. BASE DE DONNEES ET DE CALCUL

Bâtiment et installations existantes.

Rapport d'étude géotechnique G2-2024011162.

01.1.6. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

L'entrepreneur devra examiner et vérifier avec soin tous les documents écrits et dessinés constituant le dossier tous corps d'état. En aucun cas, il ne pourra argumenter d'erreur, d'omission ou de mauvaise interprétation du dossier pour refuser l'achèvement des travaux, ou prétendre ultérieurement à un supplément de prix.

L'entrepreneur devra réceptionner tous les supports neufs ou existants où il doit intervenir avant mise en œuvre de ses matériaux. Les supports seront secs et propres.

01.1.7. OBLIGATION DE L'ENTREPRISE

Il appartient au titulaire de chaque lot d'établir son projet pour que les prix unitaires et le prix global qu'il établira soient calculés en tenant compte des diverses sujétions des différents corps d'état et de leur localisation. Il devra comprendre dans son prix tout le matériel, son transport à pied d'œuvre, ainsi que la main d'œuvre nécessaire à la parfaite réalisation de ses travaux.

En toute circonstance, l'entrepreneur demeurera seul responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers, lors ou par suite de l'exécution des travaux, et résultant soit de son propre fait, soit de celui des aides ou ouvriers mis à sa disposition.

Il devra donc être assuré pour couvrir ces risques.

Il est expressément précisé que la non-conformité des opérations réalisées, des produits et matériaux employés suivant spécification du présent descriptif entraînera, à la charge du titulaire du présent lot, soit la réfection totale des travaux, soit la reprise de ceux-ci si cette pratique est jugée satisfaisante par le maître d'œuvre.

Nota : Le comportement au feu des matériaux devra être impérativement assuré.

L'entreprise désignera dès la passation du marché, un responsable de chantier, qui devra être l'unique interlocuteur, face aux représentants du maître d'ouvrage et du B.E.T. Cette personne devra posséder toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions concernant les installations, et ceci pendant la durée intégrale d'étude et d'exécution du chantier.

Nota : La liste du personnel de chaque entreprise travaillant sur le chantier devra être remise au représentant du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur ne pourra arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis ou tout autre document qui lui seront fournis peuvent le dispenser d'exécuter tous les travaux nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages. A ce titre aucune demande de supplément de prix ne sera acceptée.

01.1.8.SPECIFICATION PARTICULIERES AUX TRAVAUX DANS L'EXISTANT

01.1.8.1. RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état des existants et leurs principes constructifs.
- La nature des matériaux constituant les existants.
- La nature et la constitution des structures porteuses.
- La nature et la constitution des planchers et leur flexibilité.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

01.1.9.PROTECTION DU MATERIEL

Protection des mobiliers et équipements existants

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux, l'entrepreneur devra assurer la protection des mobiliers et équipements par des housses en plastique.

Les protections devront être d'une absolue efficacité et empêcher toute dégradation, si minime soit-elle, des objets protégés.

Les équipements devront de plus être protégés contre la pénétration des poussières.

L'entrepreneur aura également à sa charge l'enlèvement et la remise en place, avec tous les soins requis, des mobiliers et équipements, indispensables pour permettre l'exécution des travaux.

Dans le cas de non observation de cette prescription, le Maître d'œuvre se réservera le droit de faire démonter les équipements pour que ceux-ci soient entièrement nettoyés.

Protection du matériel à installer

Tout le matériel devra être entièrement protégé par son carton d'emballage, tant qu'il ne sera pas mis en position. Cette protection devra être suffisamment efficace pour éviter toute pénétration de poussière à l'intérieure de cette enveloppe. La détérioration des emballages impliquera leur remplacement.

Dans le cas de non observation de cette prescription, le Maître d'œuvre se réservera le droit de faire démonter l'appareil pour que celui-ci soit entièrement nettoyé.

Protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans les existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- Les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou pierre dans le hall, le cas échéant ;
- Les escaliers et plus particulièrement ceux en bois, et ceux avec revêtement textile et moquette ;
- Les ouvrages en bois apparent, le cas échéant.

NOTA: Cette liste n'est pas exhaustive.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être, selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde gravois, des recouvrements par films plastique, des écrans anti poussière, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entrepreneur du présent lot.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Devront particulièrement être protégés les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en textile ou moquette, ainsi que les parquets, le cas échéant. Ces revêtements devront être totalement recouverts, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement et la sortie des gravois.

Prises en charge des frais

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge des entreprises.

Nettoyages

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et quotidiennement. Dans le cas contraire des pénalités pourront être appliquées selon l'article du CCAP.

Le stockage dans les gaines techniques et dans les communs est strictement interdit et sera sévèrement pénalisé.

Chaque corps d'état aura à sa charge le nettoyage **quotidien** des locaux où il sera intervenu.

Après chaque intervention, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de l'entreprise, sauf les frais des nettoyages en fin de travaux qui seront à la charge des entreprises étant intervenues à l'intérieur du bâtiment.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, l'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

Nuisances de chantier

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier.
- Les poussières générées.
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier.
- Les salissures des voies publiques.

Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le cinquième jour après la réception des travaux.

Chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;

Sortie et enlèvement des matériaux de démolition et gravois

Tous les travaux prévus au marché comprennent implicitement le ramassage, la descente ou la montée et la sortie **quotidienne** hors de la construction de tous les déchets, gravois, matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

Ils comprennent également, sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier.

Lieu de dépôt à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

01.1.10. SUJETIONS EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Le prix forfaitaire de l'entreprise est supposé comprendre tous les frais dus aux sujétions en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs qui sont définis dans le Plan Général de Coordination du marché, ainsi qu'aux mesures nécessaires prises en cours de réalisation par le Maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le coordinateur de sécurité, l'inspecteur du travail, l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention des organismes de sécurité sociale.

01.1.11. LIMITES DE PRESTATIONS

Les limites des travaux du présent lot sont définies dans chacun des paragraphes correspondants. Dans le cadre de ces limites, la description des travaux n'a pas un caractère limitatif.

01.1.12. TRAVAUX A EXECUTER

- L'ensemble des fournitures à pied d'œuvre.
- Les frais de main d'œuvre.
- Installation de sécurités collectives et individuelles.
- Constat d'huissier.
- Etude béton.
- Dé végétalisation.
- Déposes-en SS4 des couvertures ondulées des abris de jardins.
- Démolition des abris de jardins et du mur.
- Terrassement.
- Fond de forme.
- Semelle.
- Mur.
- Chapeau.
- Enduit.
- Drain.
- Remblaiement.
- Nettoyage de chantier.

01.1.13. TRAVAUX NON PREVUS

Sans objet.

01.1.14. INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise en charge du présent lot aura à sa charge l'installation du chantier et les dépenses d'investissement correspondantes :

- Branchement de chantier :
 - Electricité.
 - Eau y compris compteur volumétrique.
 - Egout.

- Organisation du chantier :
 - Les frais de nettoyage et de consommation.
 - Panneau de chantier.
 - Distribution de l'eau.
 - Distribution de l'électricité de la base vie et du chantier.
 - Aire de stockage, zone de travaux délimitée par barrières vites clos équipées d'occultation.
 - Accès chantier.
 - La gestion des déchets respectera la réglementation sur les déchets (loi n°75.633 du 15 juillet 1975, loi n°992.646 du 13 juillet 1992) fixant les priorités de la politique des déchets.
 - Benne de chantier.
 - **Nettoyage final du chantier pour la réception.**
- Cantonnement base vie :
 - Bureau de chantier.
 - Vestiaires du personnel équipés.
 - Réfectoire.
 - Sanitaires.
 - Casques pour les visiteurs autorisés.
- Chaque entreprise aura à sa charge les dépenses suivantes :
 - Echafaudages et protections collectives.
 - Nettoyage en cours de chantier.
 - Evacuation de ses déchets jusqu'au lieu de stockage (bennes de chantier) prévu sur le plan d'implantation.

Chaque entreprise aura à sa charge ses frais de nettoyage. En cas de non-respect de l'état de propreté du chantier des pénalités pourront être appliquées selon les conditions mentionnées au CCAP.

Ces dispositions devront être conformes aux CCAP et le RPC en fonction de l'ordre de priorité des pièces citées dans le CCAP.

Les cantonnements seront définis et implantés suivant un plan d'installation de chantier que devra fournir l'entreprise dans les 15 jours après le début de la période de préparation et devront être visé par le MOA-MOE et CSPS. Les réfectoires, vestiaires et sanitaires doivent être conformes aux dispositions d'hygiène et de sécurité en vigueur et évoluer en fonction du volume des effectifs.

01.1.15. PERCEMENTS ET REBOUCHAGE

Rebouchage à la mousse polyuréthane **INTERDIT**, calfeutrement mortier ou plâtre traditionnel ou matériaux de même nature que la cloison, en respectant les degrés CF et après validation du Bureau de Contrôle si nécessaire.

Tous les rebouchages des trous, percements, existants dans les zones concernées par les travaux dans la construction actuelle seront à la charge du présent lot qui devra la remise en état parfaite des surfaces (briquetage, plâtrerie, carrelage, etc....).

Les raccords devront être réalisés à l'aide de matériaux de même nature ne laissant apparaître aucun défaut d'aspect après raccord.

Les percements dans les cloisons coupe-feu devront être rebouchés avec des matériaux de durée coupe-feu correspondante à celle de la cloison.

01.1.16. ECHANTILLONNAGE

L'entreprise indiquera dans son bordereau quantitatif la marque et le type du matériel prévu et en plus joindra à sa proposition les fiches techniques des matériels permettant de juger de la conformité du matériel proposé.

L'entreprise devra présenter un échantillonnage complet et les avis techniques des matériaux qu'il a prévu d'installer.

Toute dérogation à cette règle devra faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'œuvre.

Tous les matériels mis en œuvre seront conformes aux normes de construction les concernant. (Marque NF).

Les limites des travaux du présent lot sont définies dans chacun des paragraphes correspondants. Dans le cadre de ces limites, la description des travaux n'a pas un caractère limitatif.

01.1.17. DEMARCHES, AUTORISATIONS, PLANS D'EXECUTIONS

Les plans de principe des travaux à effectuer sont contenus dans le présent dossier. Toutes les cotes relatives à la réalisation de ces travaux sont toutefois à relever sur place.

L'entrepreneur conserve la charge des plans de fabrication et de détails.

Ceux-ci devront être soumis à l'approbation de maître d'œuvre et du bureau de contrôle **AVANT** l'exécution des travaux.

L'entreprise devra demander en fonction de son utilité un permis feu qui sera délivré par le maître d'ouvrage. **Les plans d'exécutions et fiches techniques devront être validés pendant la période de préparation de quatre semaines, dans le cas de contraire des pénalités de retard pourront être appliquées conformément aux prescriptions du CCAP.**

01.1.18. ESSAIS - CONTROLES

Les contrôles effectués au cours ou à la fin des travaux ont pour but de vérifier que les prestations sont bien conformes à celle prévue au descriptif et que son exécution ne présente pas de dispositions contraires aux prescriptions particulières du marché ou aux règles de l'art.

Au cas où les essais et contrôles de conformité révéleraient un élément non conforme ou l'impossibilité d'obtenir toutes les caractéristiques exigées, l'entrepreneur devra assurer à ses frais le remplacement et toutes les modifications également nécessaires jusqu'au respect complet du C.C.T.P.

01.1.19. RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux sera globale pour l'ensemble des travaux et tous les lots. Il n'y aura pas de réceptions partielles.

La réception ne pourra être prononcée qu'après l'achèvement des travaux, le repli des installations et le nettoyage du chantier.

La réception sera fixée par le Maître d'Ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre et sur présentation des Procès Verbaux d'OPR réalisés préalablement, conformément aux dispositions du CCAG.

Avant la réception, au jour fixé par le Maître de l'ouvrage, il sera procédé par l'entrepreneur ou son représentant qualifié, à la vérification générale des résultats des contrôles.

L'entreprise fournira les D.O.E. conformément au C.C.A.P. et comprenant notamment :

- Les notices et fiches techniques des produits et matériaux utilisés.
- Procès-verbal de classement au feu des matériaux employés.
- 3 exemplaires papiers + 1 exemplaire en format informatique.

NB : les modalités de réception devront être conformes à celles stipulées dans le CCAG travaux.

IMPORTANT: LA LEVÉE DES RÉSERVES NE POURRA ETRE FAITE QU'APRES LES CONDITIONS CI-DESSUS REMPLIES.

01.1.20. GARANTIE

L'entrepreneur est tenu de garantir la tenue de ses produits à partir de la réception durant un délai de : 2 ans ou 10 ans en fonction des matériaux mis en œuvre.

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de procéder pendant cette garantie, à toute vérification qu'il jugerait opportune, après en avoir averti l'entrepreneur.

Si l'une de ces vérifications ne donnait pas satisfaction, la réception pourrait être ajournée jusqu'à l'obtention des résultats garantis.

L'entrepreneur restera responsable de ses prestations jusqu'à l'expiration du délai de garantie. Cette responsabilité entraînera le remplacement, à ses frais, de toute partie défectueuse.

S'il négligeait de faire les réfections dans les délais qui lui sont impartis, celles-ci seraient effectuées d'office, après mise en demeure, et tous les frais lui en seraient imputés.

01.1.21. VISITE SUR PLACE

L'entrepreneur devra se rendre sur place, afin d'apprécier avec exactitude l'étendue des travaux qu'il aura à réaliser.

Les dates des visites seront fixées dans le RC ; pour cela, il est **OBLIGATOIRE** de prendre rendez-vous avec le personnel de l'UEHDR, 3 jours avant la date de visite envisagée. Les visites seront assurées par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre. Une attestation de visite sera alors délivrée et devra être fournie par l'entreprise dans son offre.

ATTENTION : Attestation de visite OBLIGATOIRE sous peine de non-conformité de l'offre (voir modalité dans le RC).

01.1.22. ORIGINE DES INSTALLATIONS

S'agissant d'un bâtiment existant les fluides et les courants seront raccordés sur les installations existantes.

01.1.23. ALLOTISSEMENT

Lot 01 DEMOLITION - GROS-ŒUVRE.

01.1.24. RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MCA

Ce document a été rédigé en l'absence de diagnostic amiante. En conséquence, nous attirons l'attention de la maîtrise d'ouvrage sur le fait que la présence de matériaux contenant de l'amiante peut remettre en cause les solutions et produits décrits dans le présent document et conduire à une augmentation des coûts non négligeable.

Nous avons des suspicions de présence d'amiante dans la couverture ondulée existantes des abris de jardins de la parcelle voisine.

Nous recommandons à la Maîtrise d’Ouvrage de faire réaliser un diagnostic amiante avant toute intervention sur la couverture.



01.2.DESCRPTION DES TRAVAUX A REALISER

Les travaux seront réalisés sous site occupé, l'entreprise titulaire du présent lot devra prévoir toutes les dispositions de protection collective.

01.2.1.CONSTAT D'HUISSIER

L'entrepreneur devra effectuer un constat d'huissier des parties attenantes à la zone des travaux. Ce constat devra prendre également en compte les zones d'accès au chantier.

01.2.2.ETUDE BETON

L'entreprise aura à sa charge de missionner une étude béton pour justifier et assurer la stabilité du mur concerné et dimensionner toutes dispositions pour la création de celui-ci.

Les études (plans et note de calcul) devront être présentées deux semaines après le démarrage de la période de préparations.

Localisation :

Mur de soutènement.

01.2.3.PROTECTION ET SECURITE

L'entreprise aura à sa charge l'installation d'un dispositif de sécurité et de protection pour la réalisation des travaux pendant toute la durée de ces travaux.

L'installation comprend implicitement l'amenée, le montage, la location, de barrières et d'un dispositif de confinement évitant de dégrader ou polluer les locaux avoisinant la zone des travaux.

Compris démontage intermédiaire suivant le phasage des travaux.

La protection du candélabre existant des travaux comprenant les dispositifs du maintien de ce dernier et la protection contre les chocs. Les réseaux alimentant le candélabre devront être préservés.

L'échafaudage devra comporter tous accessoires de sécurité, plinthes et autres, en conformité avec la réglementation en vigueur ainsi que des dispositions particulières telles que décrites ci-dessous :

- **Bâche d'occultation de protection pour réaliser un sas de confinement des travaux : L'entreprise devra la réalisation d'un sas de confinement au droit du mur de soutènement pour isoler les travaux du reste de l'établissement.**
- Condamnation d'accès.
- Dispositif anti-intrusion.
- Signalisation.
- Y compris toutes sujétions.

Toutes sécurités complémentaires collectives et individuelles nécessaires à l'exécution des travaux sont à la charge du présent lot.

Un procès-verbal sera établi lors de la visite commune au démarrage des travaux. Il sera vérifié que les clôtures et l'échafaudage soient conformes et adaptés aux besoins des entreprises utilisatrices et aux recommandations du SPS.

Nota : Les clôtures et la protection devront être en place durant l'intégralité de la durée du chantier.

Localisation :

Zone travaux.

01.2.4. DEMOLITION / TERRASSEMENT

01.2.4.1. DESSOUCHAGE, ABATTAGE, DÉ VÉGÉTALISATION

L'entreprise devra la dé végétalisation tout le long du mur y compris toutes sujétions.

Cette prestation comprendra :

- Dessouchage et évacuation des arbustes le long du mur côté parcelle voisine.
- Dessouchage et évacuation des arbres le long du mur côté parking.
- La dé végétalisation et évacuation de l'ensemble de la végétation grimpante le long du mur.

Les déchets devront être évacués vers une décharge agréée.

Nota : La tonte et le débroussaillage des espaces végétalisés n'est pas prévue dans cette prestation et devra être prévue par le Maître d'ouvrage.

Localisation :

Mur de soutènement.

01.2.4.2. DÉPOSE DES COUVERTURES ONDULÉES EN SS4

L'entreprise aura à sa charge la dépose soignée de l'ensemble des couvertures ondulées amiantées (environ 45m²) en sous-section 4 y compris toutes sujétions.

Sous réserve de l'accord du propriétaire de la parcelle BE 133a voisine.

Nous avons des suspicions de présence d'amiante dans la couverture ondulée existantes des abris de jardins de la parcelle voisine.

Nous recommandons à la Maîtrise d'Ouvrage de faire réaliser un diagnostic amiante avant toute intervention sur la couverture.

L'évacuation des éléments de couverture en fibre ciment devront être évacuer vers une décharge agréée et renseigné sur la plateforme « Trackdéchets ».

Localisation :

Toiture des abris de jardins – parcelle voisine.

01.2.4.3. DÉMOLITION DES ABRIS DE JARDINS

L'entreprise aura à sa charge la démolition des abris de jardins de toute nature y compris toutes sujétions. Les gravas seront sortis et évacués vers une décharge suite à la démolition.

Sous réserve de l'accord du propriétaire de la parcelle BE 133a voisine.

Localisation :

Abris de jardins – parcelle voisine.

01.2.4.4. DÉMOLITION DU MUR

L'entreprise devra la démolition du mur de soutènement existant. Cette prestation prendra en compte toutes les dispositions pour la protection des ouvrages contigu. L'entreprise devra réaliser un sciage à la limite du mur à démolir pour ne dégrader la continuité de celui-ci. Cette prestation comprendra :

- L'implantation de la zone à démolir.
- Le sciage de part et d'autre du mur pour ne pas entrainer le mur sain lors de la démolition.
- La démolition à la pelle mécanique du mur.
- L'évacuation des gravats à l'aide d'un camion benne.

Localisation :

Mur de soutènement.

01.2.4.5. TERRASSEMENT

01.2.4.5.1. *TERRASSEMENT REMBLAIEMENT DU MUR DE SOUTÈNEMENT*

Cette prestation interviendra dans le cadre de la prise en compte de la réalisation des fondations du nouveau mur de soutènement. Cette prestation prendra en compte :

- La recherche et la protection des canalisations existantes (en croisement et en parallèle).
- Le terrassement soigné au droit du mur de soutènement profondeur indiquée sur le plan EF01.
- Blinder ou étayer les tranchées de plus de 1.30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux 2/3 de la profondeur.
- Mise en place d'un balisage et des protections.
- Mise en dépôt de la terre de déblai. La terre sera évacuée et stockée en tas sur une zone réservée, pour le remblaiement en fin de chantier, l'excédent sera évacué vers une décharge agréée quels que soit la distance et les droits de décharge.
- La mise en place d'un fond de forme en grave non traitée 20cm de 20/40 et 10cm de 0/31.5.
- La mise en place d'un drain dia 100 et une nappe drainante le long du mur selon le plan EF01.
- La mise en place d'un géotextile pour éviter de contaminer les matériaux drainants.
- Les remblais en matériaux drainant 20/40.
- La mise en place de la terre végétale côté jardin.
- La mise en place d'enrobé au droit de la zone remblayer côté UEHDR.
- L'évacuation hors site des excédents.

Localisation :

Mur de soutènement.

01.2.4.6. MACONNERIE – GROS OEUVRE

01.2.4.6.1. *BÉTON DE PROPRETÉ*

L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre d'un béton de propreté en C16/20, coulé en pleine fouille d'épaisseur 6 cm, arasé pour former une assise de fondation.

Localisation :

Mur de soutènement.

01.2.4.6.2. *SEMELLE DE FONDATION*

L'entreprise devra l'exécution de semelles filantes ce qui comprend :

- Le coffrage bois ou panneaux métalliques avec tous les moyens nécessaires au maintien et au serrage.
- Le ferrailage en acier HA compris coupe, façonnage, ligatures, recouvrement et déchets, mise en place, calage avant coulage.
- Bétonnage en béton C30/37 XF1.
- Prévoir attente pour chaînage verticaux.

Localisation :

Mur de soutènement.

01.2.4.6.3. *REALISATION DU MUR EN BLOC A BANCHER*

Réalisation du mur en blocs à bancher de dimension Ep : 27 x H : 20 x P : 50 cm, hourdés au mortier ciment y compris incorporation d'armatures, remplissage béton, jambages, chaînages et raidisseurs verticaux, arase étanche. Refoulement et lissage des joints en montant. Les maçonneries seront exécutées depuis le dessus de la semelle de fondation et du radier.

L'entreprise devra fournir les notes de calcul et plans d'exécution au bureau d'étude et au bureau de contrôle pour approbation.

Localisation :

Mur de soutènement.

01.2.4.6.4. CHAINAGE

L'entreprise aura à sa charge la mise en place de chainages horizontaux et verticaux en béton armé ce qui comprend le bétonnage en béton dosé à 350 kg de ciment, le coffrage et les armatures y compris toutes sujétions.

Les chainages horizontaux seront à effectuer au niveau bas de la construction (semelle) et au niveau du contreventement en haut des murs.

Les chainages verticaux sont à effectuer au moins à tous les angles saillants ou rentrants de la construction, au droit des jonctions des murs y compris toutes sujétions.

Localisation :

Mur de soutènement.

01.2.4.6.5. CHAPERON EN TUILE

L'entreprise aura à sa charge la réalisation d'un chaperon en tuile mécanique identique ou avoisinante à l'existante.

Localisation :

Mur de soutènement.

01.2.4.6.6. ENDUIT DE FINITION

Fourniture et pose d'un corps d'enduit bâtard en couche de base de type tradibatard gm clair de chez VPI ou équivalent.

Fourniture et pose de deux couches d'enduit de finition à la chaux de type Rénopass chaux GF de chez VPI ou équivalent.

Localisation :

Mur de soutènement.

01.2.4.6.7. REMISE EN ETAT.

L'entreprise aura à sa charge de la remise en état du terrain avec la mise en place des bordures A2, la mise en place de terre végétale et les raccordements aux droits de l'enrobé.

Cette prestation comprendra implicitement les relevés des bordures pour reproduire l'aménagement à l'existant.

Localisation :

Le long du mur mitoyen.

01.2.5.NETTOYAGE

L'entreprise titulaire du lot doit :

- Un nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- Un nettoyage complet de ses ouvrages avant réception des travaux.
- La protection de ses ouvrages pendant la durée des travaux ainsi que l'enlèvement.

- L'évacuation de ces protections avant réception des travaux.
- **Nettoyage général en fin de chantier.**

En cas de mauvaise exécution du nettoyage, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire intervenir une société spécialisée afin de compléter le travail et ce à la charge de l'entreprise titulaire du présent lot.